

FICHE DE SYNTHÈSE COLLECTIVE PRISME 7

Contexte de la mobilité	
Dates d'observation	Du 16 février au 19 février 2026
Ville et pays	BUDAPEST – HONGRIE
Observateurs	1 Directrice, primaire 1 Professeur documentaliste 1 Enseignante d'anglais 1 Conseillère principale d'éducation 1 Proviseur adjoint 1 Assistante de projets 2 IEN
Structures Visitées	Lycée Szilagyí Erzsébet 
	Ecole Gardonyi  
	Lycée Miklos Radnoti  
Personnes rencontrées	Enseignantes de français dans les établissements, directeurs d'établissements, enseignants de langues, d'histoire, de sciences du secondaire. Enseignants de primaires. Elèves



Etat de lieux et analyse

L'objectif de cette mobilité est d'observer comment les systèmes éducatifs d'autres pays européens accompagnent leurs élèves dans la construction de leur citoyenneté : thématiques abordées, pratiques pédagogiques, objectifs, temporalité...

NB : Il n'est pas obligatoire de donner une réponse à chacune des questions. Elles sont là pour guider votre réflexion.

Une citoyenneté institutionnalisée et structurée

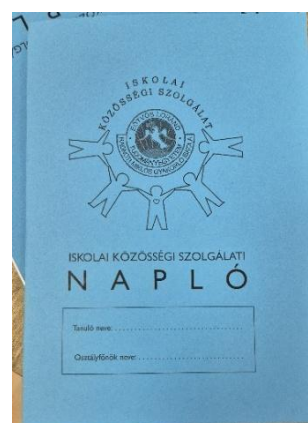
L'éducation à la citoyenneté en Hongrie repose sur un cadre normé et centralisé. L'engagement n'est pas uniquement encouragé : il est prescrit à travers le service communautaire obligatoire.

En effet, le service communautaire s'est développé en Hongrie dans un contexte européen marqué par un engagement bénévole relativement faible. Alors que la moyenne européenne se situe autour de 20 %, la Hongrie affichait un taux d'environ 10 %. Face à ce constat, l'école a été identifiée comme un levier pertinent pour encourager l'engagement civique des jeunes.

L'objectif du dispositif n'est pas financier : il s'agit avant tout de développer les compétences sociales des élèves, de renforcer leur sens des responsabilités et de favoriser leur autonomie. L'accompagnement pédagogique des enseignants constitue un pilier essentiel du dispositif, garantissant le sens éducatif des actions menées.

Au démarrage, les réactions des élèves ont parfois été marquées par la frustration ou des tentatives de contournement, liées à une compréhension insuffisante des finalités du projet. Progressivement, toutefois, les bénéfices se sont révélés significatifs : développement de la pensée critique, de l'intelligence émotionnelle, de la confiance en soi, ainsi que des compétences en gestion de conflits dans différents contextes.

Dans certains lycées comme Radnoti, le dispositif prévoit notamment cinq heures de préparation en amont et cinq heures de bilan en aval. Les interventions sont encadrées : elles ne peuvent excéder trois heures lors d'une journée scolaire et cinq heures lors d'une journée non scolaire. Les élèves tiennent un cahier journal précisant les dates, la durée et la nature des activités réalisées, ce qui favorise la réflexivité.



Les enseignants référents jouent un rôle central : ils identifient les lieux d'accueil, présentent les activités, organisent les conventions, accompagnent les élèves, assurent l'information des différents acteurs, traitent les éventuelles difficultés et organisent des temps de prise de recul. Le choix d'une activité motivante constitue un facteur déterminant de réussite.

Ainsi, ce dispositif s'inscrit dans une démarche éducative structurée visant à faire de l'engagement communautaire un véritable vecteur de formation citoyenne et de développement personnel.

Ainsi depuis 2013, le service communautaire est une condition d'obtention du baccalauréat. Les élèves doivent effectuer des heures de bénévolat entre 14 et 18 ans, réparties :

- 50 % au sein de l'établissement (préparation des salles d'examen, gestion de la bibliothèque, jardinage, tutorat)
- 50 % dans des institutions publiques (maisons de retraite, établissements spécialisés, refuges, magasins solidaires...)

Le livret individuel consigne les heures réalisées et une commission valide officiellement le parcours.

Une citoyenneté ancrée dans la solidarité et la charité pour certains établissements plus particulièrement Lycée Szilagyi

La solidarité constitue un axe central de la construction citoyenne dans cet établissement.

Exemples :

- Collecte de jouets « usines de Saint Nicolas »
- Collectes alimentaires pour les populations défavorisées du 8^e arrondissement de Budapest, collecte de sandwiches un en plus pour les sans-abris
- Collecte de matériel scolaire pour l'Éthiopie
- Aide en refuge ou en maison de retraite

La citoyenneté est pensée comme mise au service d'autrui. Cette approche par la charité participe à une réflexion plus structurelle sur les droits, les inégalités ou l'inclusion de manière expérientielle. En effet, les élèves interviennent dans des établissements spécialisés pour personnes en situation de handicap ou à l'hôpital, alors que l'école inclusive reste peu développée dans le système scolaire hongrois très sélectif (peu ou pas d'accessibilité, manque de personnels spécialisés).

Une citoyenneté adossée aux rites, aux traditions et au sentiment d'appartenance

La construction du citoyen passe par une forte culture d'appartenance à l'établissement

- Journée d'Élisabeth (événement identitaire du lycée)
- Bal de fin d'année
- Cérémonie mémorielle de fondation
- Chorale élèves-enseignants
- Séjours de cohésion (ski, VTT, canoë)
- Club de jeux de société
- Vêtements floqués
- Galerie de portraits élèves – professeurs par année scolaire
- Invitation des anciens élèves pour parler de leurs parcours, de leur profession



Ces événements structurent le parcours scolaire et renforcent le sentiment d'appartenance.

La citoyenneté s'exprime ici comme appartenance à une communauté éducative stable, d'autant plus que l'ensemble des établissements hongrois accueillent les élèves de l'élémentaire au lycée. Comparativement à la France, le sentiment d'identité d'établissement semble plus marqué et plus ritualisé.

Une démocratie scolaire encadrée et partiellement limitée

L'établissement SZILAGYI dispose d'une instance représentative : le comité IDB.

Fonctionnement

- Président élu par les délégués de classe.
- Vice-présidents élus.
- Organisation d'événements (journée du pain, journée de la Terre, journée de l'orientation).

Difficultés observées

- Faible participation aux réunions.
- Communication peu efficace malgré mail et Instagram.
- Réunions en fin de journée peu compatibles avec les emplois du temps.



- Perte récente du « droit de veto » du président.

Si la démocratie scolaire existe formellement, son efficacité dépend fortement de l'investissement des élèves et des marges de décision réelles laissées à l'instance.

Des enseignants fortement engagés dans la dimension éducative

En Hongrie, il n'existe pas de service de vie scolaire équivalent à celui de la France. Les enseignants assurent une grande partie des missions éducatives.

Exemples

- Suivi du service communautaire
- Organisation des événements
- Remplacement des collègues absents
- Heures supplémentaires obligatoires
- L'engagement éducatif fait partie intégrante du métier enseignant. La frontière entre pédagogie et éducation est moins marquée qu'en France pour le second degré. En effet, les établissements accueillent automatiquement l'école élémentaire, le collège et le lycée dans la même structure. Cela favorise la stabilité du parcours de l'élève et les liens intergénérationnels. De plus, la communauté des enseignants partage davantage les missions transversales (auto-remplacement, engagement dans les projets...). L'enseignement de deux disciplines (récurrent en Hongrie), des espaces de travail communs favorisant la collaboration, semblent être favorable à la construction d'un collectif apprenant.

Cependant :

- Pas de formation initiale spécifique à la citoyenneté.
- Financements parfois dépendants de dons de parents.
- Obligation de neutralité stricte devant les élèves.

Une culture compétitive qui coexiste avec l'engagement citoyen

Le système hongrois valorise fortement les concours et compétitions (sportives, scientifiques, académiques).

La citoyenneté se développe dans un environnement sélectif et compétitif, davantage qu'en France. L'engagement citoyen ne s'oppose pas à la performance scolaire ; il coexiste avec elle.

Au lycée **Szilagyi Erzsébet**, des cours d'éthique ou de religion (choix entre les deux) sont dispensés aux élèves jusqu'à la 8^{ème} classe. A partir de cet âge-là, les élèves bénéficient de cours d'EMI orientés sur les usages et les techniques. Certaines options (arts, EPS, dessin, musique, médias) sont proposées.



Dans certains établissements comme le Lycée Radnoti ou l'École Gardony, les langues vivantes — notamment l'anglais ou le français — peuvent être proposées sous forme d'options renforcées, parfois assorties d'un coût forfaitaire pour les familles (par exemple 190 euros pour une heure quotidienne d'anglais assurée par un enseignant anglophone).

Lorsque l'apprentissage renforcé d'une langue étrangère devient payant, même de manière forfaitaire, cela introduit une logique de différenciation au sein même du service public. L'accès à un enseignement intensif, dispensé par un locuteur natif, devient conditionné à la capacité contributive des familles.

Cela peut :

- accentuer les inégalités d'accès aux compétences linguistiques,
- créer des parcours différenciés au sein d'un même établissement,
- renforcer une forme de concurrence implicite entre élèves.

Pour les établissements, ces dispositifs peuvent :

- accroître leur attractivité,
- répondre à une demande sociale forte,
- améliorer leur image.

Mais ils posent une question centrale d'équité. Dans un système déjà marqué par une régulation centrale (manuels imposés) et une faible visibilité des pratiques de classe, l'introduction d'options payantes peut :

- renforcer l'autonomie des établissements dans leur offre,
- mais aussi fragmenter davantage le paysage éducatif.

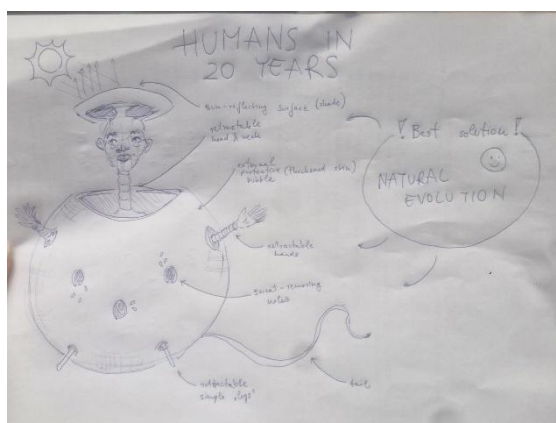
La protection de la nature et le développement durable occupent une place structurante dans les établissements, avec une approche transversale associant la biologie et la géographie, envisagées non comme des disciplines cloisonnées mais comme des champs complémentaires pour comprendre les interactions entre milieux naturels et sociétés humaines.

Dans cette dynamique, le lycée Radnoti a présenté le projet écologique « Cercle Vert », organisé autour de cinq thématiques : le gaspillage alimentaire, le recyclage, l'élevage durable, un projet annuel spécifique à l'école et la promotion de mobilités durables. Depuis 2022, ce club écologique a été créé afin de sensibiliser les élèves et d'impliquer également les parents. Lors d'une journée « Gardening Day », près d'une centaine de plantes ont ainsi été mises en terre à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement.



Les actions varient selon les périodes de l'année : fabrication de décorations écoresponsables en novembre-décembre, projets spécifiques en janvier-février. La communication est relayée via Instagram et un bulletin d'information. L'enseignante souligne toutefois la difficulté à mobiliser un grand nombre d'élèves, notamment sur le temps en dehors de la classe. Il n'y a pas d'éco-délégués. À partir de la septième année, le dispositif a évolué avec l'instauration d'une « cérémonie du Cercle Vert » et l'organisation d'un parcours en quatre journées : une première journée consacrée à l'observation de la nature, une deuxième centrée sur le changement climatique, une troisième orientée vers les leviers d'action possibles, et une quatrième dédiée à la définition du programme annuel.

La créativité et la coopération des élèves est régulièrement encouragée dans les différents cours observés. Que ce soit en cours de sciences naturelles DNL anglais, avec la réalisation de supports numériques tels que des slides pour structurer et présenter leurs idées, les élèves sont amenés à produire, concevoir et s'exprimer de manière autonome. Cette approche favorise non seulement l'appropriation des savoirs, mais aussi le développement de compétences transversales telles que l'initiative, la collaboration et la capacité à communiquer de façon structurée, singulière et engagée.



Convergences et différences avec la France

Convergences

- Difficulté à maintenir l'engagement des élèves sur le long terme.
- Présence d'actions solidaires et environnementales.
- Volonté institutionnelle de former des citoyens responsables.

Différences majeures

- Service communautaire obligatoire et certificatif.
- Absence de service de vie scolaire.
- Sentiment d'appartenance très ritualisé.
- Inclusion scolaire peu développée.
- Centralisation forte du système (manuels imposés)



Éléments transférables au contexte français

- Réflexion sur l'intégration d'un service communautaire dans le Parcours citoyen.
- Renforcement des rites et événements fédérateurs pour développer le sentiment d'appartenance.
- Décloisonnement entre pédagogie et éducation.
- Valorisation institutionnelle de l'engagement enseignant dans les actions citoyennes.

Impact sur nos représentations professionnelles

Cette mobilité nous a conduit à nous interroger sur :

- La tension entre engagement obligatoire et engagement volontaire.
- La place de la solidarité dans la construction citoyenne.
- Le rôle des rites, des traditions dans la cohésion.
- Le clivage français entre pédagogie et éducation concernant le second degré.

Elle ouvre une réflexion stratégique sur l'évolution du Parcours citoyen en France et sur la manière de mieux articuler engagement des élèves, cohérence institutionnelle et reconnaissance du travail enseignant.

Perspectives

Le Lycée Szilágyi Erzsébet a manifesté un intérêt pour développer un partenariat dans le cadre d'Erasmus+.

Les modalités restent à définir, mais pourraient porter sur :

- Échanges de pratiques autour de la démocratie scolaire, le parcours citoyen, l'éducation au développement durable
- Mobilités croisées d'enseignants et d'élèves, correspondances

Conclusion générale

L'observation du système hongrois met en lumière une citoyenneté :

- institutionnalisée,
- ritualisée,
- centrée sur la solidarité,
- portée collectivement par les enseignants y compris en dehors des heures de cours.

Si certains points appellent réflexivité (sélectivité, inclusion, équité), cette expérience constitue un levier pour repenser les modalités d'engagement des élèves (bénévolat, service communautaire) et la cohésion éducative au sein de nos établissements dans le cadre du parcours de l'élève de l'élémentaire au lycée.

Réflexion sur les observations

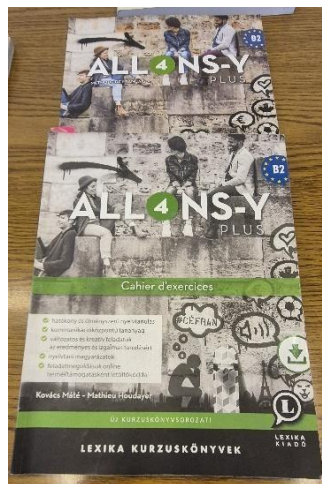
Perspectives

Une réflexion départementale ou académique pourrait être menée en France, autour du Parcours citoyen et de l'intérêt (ou non) d'y intégrer un format type "service communautaire", obligatoire (ou non) afin de développer encore davantage les CPS des élèves.

L'absence de service de vie scolaire et de Conseiller Principal d'Education, amène de facto une réflexion : sans forcément envisager une suppression du service vie scolaire qui a une plus-value certaine, le fait d'observer un système qui fonctionne sans cela, permet de s'interroger :

- comment dépasser le clivage français entre pédagogie et éducation?
- comment valoriser davantage le corps enseignant lorsque celui-ci s'engage dans des actions éducatives et citoyennes au-delà de leurs classes?

Dans un système scolaire comme celui de la Hongrie, où la présence des inspecteurs est inexistante dans les classes, plusieurs implications peuvent être analysées, notamment lorsque les manuels sont imposés au niveau central.



En effet, l'absence d'inspection régulière signifie que le pilotage ne passe pas par l'observation des pratiques réelles ni par un dialogue professionnel sur le terrain. Dès lors, l'imposition de manuels peut devenir un outil de régulation indirecte : on encadre les contenus et la progression par le support, plutôt que par l'analyse des pratiques. Cela traduit une logique de contrôle curriculaire plutôt que pédagogique. Les manuels imposés visent alors à garantir une homogénéité nationale des apprentissages. En l'absence de regard extérieur sur ce qui se fait effectivement en classe, le manuel devient une forme de « garantie » de conformité. Cependant, un paradoxe apparaît :

- D'un côté, une centralisation forte (manuels imposés).
- De l'autre, une faible connaissance fine de ce qui se passe réellement dans les classes.

Cela peut supposer une confiance implicite dans la conformité formelle (si le manuel est utilisé, le programme est supposé être respecté), mais sans assurance sur la qualité des interactions pédagogiques, la différenciation ou l'engagement des élèves.

A noter : les enseignants hongrois ne passent pas de concours mais sont directement enseignants après leur cursus universitaire.

En l'absence d'inspection et d'accompagnement structuré, les enseignants peuvent se retrouver :

- soit fortement autonomes dans leurs pratiques réelles (le manuel n'étant qu'un cadre),
- soit au contraire très dépendants du manuel comme référence sécurisante.

Cela peut générer une hétérogénéité importante des pratiques, peu visible institutionnellement. Le district (émanation du pouvoir central correspondant à peu près au niveau DSDEN en France échelon départemental) reste l'interlocuteur privilégié des établissements pour toutes les questions quotidiennes (finances, programmes et manuels scolaires imposés et validés par l'Etat). Les établissements sont en lien régulier avec certains partenaires extérieurs. Au niveau local, les établissements s'appuient sur des institutions publiques partenaires, des associations caritatives notamment pour mettre en œuvre le service communautaire. Des échanges culturels et linguistiques sont mis en œuvre dans les établissements mais les contraintes financières sont parfois limitantes. Erasmus+ est un dispositif de choix pour mettre en œuvre des mobilités européennes toutefois l'accès semble difficile pour certains établissements. D'ailleurs, d'un point de vue financier, certains établissements parviennent à bénéficier de fonds émanant du système centralisé (district), mais, la majorité des événements et actions menées sont financées par le biais de récoltes d'argent de plusieurs natures : dons financiers des parents, ventes diverses. Cela pose la question de l'équité financière des établissements face aux différents projets, en fonction des secteurs et des populations.